

25 ANS DE LECTURE PERSPECTIVISTE

Février 2001, un étrange cahier jaune s'invite pour la première fois dans votre boîte aux lettres. Le tout premier numéro de « Perspectives », le bimestriel du MOC Luxembourg !

25 ans et 148 numéros après, votre revue vous parvient toujours ! Alors certes, un quart de siècle plus tard, les pages ont évolué. D'abord, elles ne sont plus jaunes.

Toujours dans la forme, la mise en page a été modernisée au fil du temps pour rendre la lecture plus agréable. Et ce n'est pas tout puisqu'au printemps 2026, le Perspectives paraîtra dans un nouveau look. Son design sera entièrement revu pour embrasser la nouvelle identité graphique¹ du Ciep MOC. Le Mouvement va même plus loin et est heureux de vous présenter son nouveau site internet. À découvrir sur www.moc.be

Quant au nouveau site du MOC Luxembourg, il est en cours de préparation et paraîtra courant février ! À suivre ...

Si au cours de ces 25 ans de publication, bien des choses ont été actualisées, d'autres demeurent inchangées :

Le titre « Perspectives » :

Dans le numéro 2 (avril-mai 2001), Bernard Kerger, alors secrétaire fédéral du MOC Luxembourg, nous expliquait le choix du titre « Perspectives » avec sa plume qui assurément, rappellera à certain-es le cycle de formation Socrate Philo.

« [...] Avec la perspective, la raison se substitue au destin, l'action en mouvement à la contemplation. La modernité enchante l'avenir par la perspective d'un futur meilleur.

Perspectives parce que le choix d'une vision optimiste de l'homme qui sait s'extraire de la matérialité et de l'immanence du monde. Perspectives parce que refus de la vision-pensée unique qui de la fin de l'histoire de Fukuyama à la troisième voie de Blair, du libéralisme économique

au marché globalisé, ramène tout le monde vers ce centre qui est par nécessité géométrique... sans perspectives. »

À la lueur de 2026 et des bouleversements de l'ordre mondial causés par un nouvel impérialisme sous stéroïdes tout à fait décomplexé, le choix des mots de Bernard restent d'une justesse troublante.

Nos ambitions et notre engagement :

Les objectifs de la revue visent toujours une meilleure visibilité des grandes orientations du mouvement et une promotion de ses idées.

Ils tendent à réaffirmer sans cesse les options d'égalité, de justice et de démocratie défendues par le MOC. Ces fondamentaux justement considérés trop « optionnels » ne sont jamais acquis définitivement et nécessitent une action continue (éducation, débat, participation, ...) « Impossible à qui les aime de s'endormir » nous disait Mitterrand.

En Belgique, en Wallonie également, la démocratie, la justice sociale et les droits qui les garantissent sont mis en péril. Dans ce contexte, la vigilance, l'engagement et la mobilisation doivent être de mise.

Dans la rubrique *En bref* de ce numéro (p.2-3) les organisations du MOC Luxembourg vous donnent plusieurs rendez-vous dans la province pour continuer à lutter et à faire entendre votre voix à un moment où il semble propice de s'allier pour la démocratie et d'agir pour l'égalité.

Chères lecteur-ices, comptez sur le MOC Luxembourg et ses futures publications pour continuer à faire le choix d'une vision optimiste de l'humain et à mettre en perspective un avenir souhaitable pour toutes et tous.

Martin Heyde, animateur au Ciep Luxembourg.

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos organisations

P. 4-5

Faisons connaissance avec...

Daniel Cano
Militant, habitué des activités du Ciep.**P. 6-7-8**Dossier :
Course au réarmement
La position du MOC

¹ Nouveaux logos, nouvelles typographies, des supports réactualisés et un site internet fraîchement mis en ligne !

² (Re)découvrir l'édito complet dans le Perspectives n°2 – sur demande à info@mocluxembourg.be.

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS



CONTRE LES MESURES DE L'ARIZONA, LE COMBAT CONTINUE

L'automne a été marqué par une série d'actions syndicales fortes menées par la CSC Luxembourg, en front commun, pour défendre les droits sociaux, les services publics et la justice fiscale. Le point d'orgue a été la manifestation nationale contre le gouvernement Arizona à Bruxelles. Le cortège a rassemblé plus de 140 000 personnes, avec environ 2000 Luxembourgeois-es, dont une partie significative venait du monde associatif.

Le combat est loin d'être terminé. Place à l'offensive pour sortir de l'hiver !

10 FÉVRIER

MARCHE-EN-FAMENNE

Grève en front commun syndical dans toute la Province.

Un rassemblement dès 7h30 avec le monde associatif.

Au programme : rencontre entre une délégation de manifestant-es et les Ministres Lescrenier et Crucke, distribution de tracts au rond-point de la Pirire, animations dans Marche et soupe populaire.

12 MARS

BRUXELLES

Manifestation nationale.

Mobilisons-nous en masse pour dire NON aux réformes du gouvernement.

10 AVRIL

ARLON

Portes ouvertes de la CSC Luxembourg
Plus d'infos à venir !



6 MARS

MARCHE-EN-FAMENNE

Journée d'actions pour la Journée internationale de lutte pour les droits des Femmes et des minorités de genres.

Actions de sensibilisation dans les commerces de Marche.

PLUS D'INFOS SUR CSC LUXEMBOURG

MARCHER POUR LUTTER CONTRE LE RACISME

LE 20 MARS, LEVONS-NOUS CONTRE LE RACISME

Dans le cadre de la campagne de lutte contre le racisme menée par le CRILUX et la COLUXAM, nous vous invitons à participer à une journée citoyenne et engagée autour du concours scolaire « On ne naît pas raciste ! »



PROGRAMME

- 9H30 Rassemblement devant l'Entrepôt (salle de concert près de la gare)
- 10H Départ de la marche
- 11H Conclusion de la marche devant le palais (place Léopold)
- 13H Pièce de théâtre « Une vérité qui heurte » (gratuit - sur inscription)

INFOS ET INSCRIPTIONS

20 MARS - Dès 9h30

info@crilux.be

ARLON - devant l'Entrepôt

061/21.22.07

LE 8 MARS EN SPECTACLE



LE POIL INCARNÉ - PILOSITÉ ET CORPS DES FEMMES

À l'occasion du 8 mars - Journée internationale de lutte pour les droits des Femmes et des minorités de genres -, le collectif de jeunes femmes VF de Habay « la Collective » organise une conférence gesticulée (au croisement de la conférence et du spectacle) en partenariat avec le Centre culturel de Habay. La conférence gesticulée « **Le poil incarné** » de et par **Estelle Brochard** a pour objectif de sensibiliser des publics variés aux questions de genres, et de lutte contre les inégalités.

De nos jours, en apparence, le poil est très peu présent sur le corps de la femme. Il peut pourtant prendre une place non négligeable dans son emploi du temps. Certains hommes pensent que, chez la femme, le poil n'existe pas, d'autres qu'il ne doit pas exister.

Depuis la nuit des temps, l'Homme porte ce petit être sur lui. Selon les cultures, on le fait disparaître ou on le vénère.

Mais aujourd'hui, qu'en est-il ? Notre rapport au poil est révélateur de questionnements sociétaux plus larges : le



rapport à notre corps, le regard d'autrui, les pratiques et différences entre les sexes, l'influence de nos cultures sur nos habitudes...

Le poil, un prétexte afin de révéler de manière décalée (le clown viendra y mettre son grain de sel), bien plus que ce qu'il n'y paraît. Le corps devient un réel enjeu et l'intime devient politique.

Parallèlement à la conférence, vous pourrez découvrir l'exposition « **Soyeuses** » : un projet photographique qui questionne la représentation genrée du poil dans l'imagerie collective. Il est issu d'une rencontre créative entre la photographe **Enthea** et l'autrice **Amandine Petit-Martin**.

INFOS ET RÉSERVATIONS

Judi 8 mars à 20h15

📍 Au Vivier
Av. de la Gare, 109
Habay-la-Neuve

P.A.F : 8€/Art.27
✉ info@habay-culture.be
☎ 063.42.41.07

MUTUALITÉ CHRÉTIENNE — CONNAISSEZ-VOUS TOUS VOS AVANTAGES ?



DES SÉANCES INFO DANS TOUTE LA PROVINCE

En tant qu'affilié·e MC, vous bénéficiez notamment :

- de remboursements XXL récemment renouvelés, pour vos soins courants ou plus importants ;
- d'interventions variées pour préserver votre santé ;
- de plus de facilités avec des avantages pensés pour éviter les documents inutiles, un remboursement de lunettes même sans prescription, l'app Ma MC pour suivre votre dossier et demander les avantages... ;
- d'un accompagnement sur mesure, avec des conseils personnalisés.



À chaque moment de votre vie, vous pouvez compter sur la MC !

Ne manquez pas l'occasion de découvrir comment la MC s'engage pour votre santé, votre bien-être, avec des services et des avantages adaptés à vos besoins, ainsi que nos mouvements et partenaires médico-sociaux.

🏰 9 FÉVRIER - 17h30 - 19h30

📍 VIRTON - MC Virton Place Paul Roger, 1

🏰 18 FÉVRIER - 17h30 - 19h30

📍 LIBRAMONT - MC Libramont, rue des Alliés, 2

🏰 10 FÉVRIER - 17h30 - 19h30

📍 MARCHE-EN-FAMENNE - MC Marche-en-Famenne, avenue du Monument, 8A1

🏰 25 FÉVRIER - 17h30 - 19h30

📍 BASTOGNE - MC Bastogne, rue Pierre Thomas, 10r

FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

DANIEL CANO

PEUX-TU TE PRÉSENTER BRIÈVEMENT ?
QUI ES-TU ? QU'AS-TU ENVIE DE PARTAGER AVEC
LES LECTEUR·ICES



Militant de la première heure et habitué des activités du Ciep Luxembourg.

Je suis d'origine espagnole, enfant de républicains espagnols, né en France, à St-Dizier. Ma mère a vécu la retirada, l'exode de population le plus important au XXème siècle en Europe. Elle a transité par les camps de concentration du Roussillon où ils étaient considérés comme des indésirables à l'époque par le gouvernement français. Après, elle a réussi à s'intégrer dans la société française. Mon père s'est aussi enfui d'Espagne et a passé la frontière française clandestinement.

J'ai pas mal voyagé en Amérique latine. Je suis une sorte de métissage des cultures françaises et espagnoles ; j'ai eu la chance d'aller à l'école républicaine en France. J'ai également été échevin de la commune de Longwy pendant 12 ans ; j'avais dans mes attributions « Les cultures et la vie associative ». J'ai beaucoup voyagé : j'ai accompagné des lycéens en Espagne, des comités d'entreprises en Amérique latine, au Pérou, en Bolivie, en Equateur ... Je me sens aussi bien chez moi à Pétange, qu'à Arlon ou à Longwy ; je suis citoyen du monde et en particulier européen mais pour moi, il n'y a pas de frontières.

CELA FAIT UNE QUINZAINE D'ANNÉES QUE TU SUIS LES
ACTIVITÉS DU CIEP LUX. QUE CHERCHES-TU DANS CES
ACTIVITÉS ET QU'Y TROUVES-TU ?

Je suis venu par curiosité, je suis avide de découvertes et de connaissances ; je viens par souci de culture générale. Je suis axé sur l'histoire et la politique contemporaine, sur la sociologie ... Quand j'ai vu qu'il y avait des formations généralistes « Socrate » puis « Socrate philo » je suis venu. C'était des soirées très bien préparées, qui nécessitaient de nombreuses recherches.

Deux choses importantes me frappent : le professionnalisme des animateur·ices Ciep et la qualité des conférences organisées avec des gens de tous bords, une ouverture intellectuelle très importante. Je suis venu à Arlon, Virton, Marche, Habay-La-Neuve. Ces soirées ont attiré beaucoup de Français·es également. Et puis, fait exceptionnel, la formation « Socrate philo » et d'autres animations ont pu être organisées à Saulnes, en France, de l'autre côté de la frontière, pour un groupe de personnes motivées/engagées.

TU PEUX RAPPELER UN OU DEUX ÉVÉNEMENTS QUI T'ONT
MARQUÉ LORS DE TES PARTICIPATIONS ?

La mobilisation contre le CETA (« Comprehensive Economic and Trade Agreement » - Accord Économique et Commercial Global, un vaste traité de libre-échange entre l'Union Européenne, les Etats-Unis, le Canada et le Mexique) a été très importante et était en même temps fédératrice. Ce projet était tellement irrationnel et dirigé contre l'intérêt des peuples ! J'ai séjourné au Mexique, où j'ai eu une expérience en zone zapatiste, j'étais motivé par le sujet. J'ai vu que c'était profondément injuste, une politique ultra libérale, allant contre l'intérêt des peuples.

Il y a eu aussi les conférences de Renaud Duterme à Habay. Il a une remarquable connaissance des sujets et est très compétent.



Jean-François Rasschaert (Ciep Lux) et Daniel Cano lors d'une manifestation « STOP TTIP & CETA » à Bruxelles - 18 avril 2015.

QU'EST-CE QUI A CHANGÉ SELON TOI AU FIL DU TEMPS ? PROGRAMMATION ? FORME ? MANIÈRE DONT C'EST PRÉSENTÉ ? ... QUELLE ÉVOLUTION VOIS-TU ?

Il y a des activités très participatives, comme les ateliers d'arpentage. A l'issue des conférences, il y a des échanges, des débats, c'est particulièrement intéressant, ce n'est pas qu'un cours magistral. Il y a aussi des personnes d'horizons différents. Historiquement, on est aux 3 frontières et chacun reste de son côté. Je suis donc très content de ce groupe qui a fonctionné 4 ou 5 ans à Saulnes.

COMMENT T'ES-TU LANCÉ DANS LE MILITANTISME ? ET QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS, LES MENACES QUI PÈSENT SUR LA MILITANCE AUJOURD'HUI ? LES CHOSSES ONT CHANGÉ ?

J'étais étudiant post mai 68 ; je suis arrivé à l'université en France en 69. Il y avait toute cette ambiance, cette mobilisation. Puis la curiosité, mon histoire familiale, des choses qui me paraissaient injustes en tant qu'étudiant, puis mon expérience dans l'Espagne franquiste (je suis en effet retourné une année en Espagne dans le cadre de mes études).

Aujourd'hui, on a un phénomène sociologique, tant en Belgique qu'en France, qui voit les classes d'âges actives qui travaillent et qui n'ont plus le courage de s'impliquer dans quoi que ce soit à leur retour du travail, ça c'est d'un point de vue plus local. C'est un peu le même

phénomène sociologique qu'en région parisienne. Plus généralement, il y a l'omniprésence de l'individualisme. Il y a beaucoup moins de relations sociales, collectives ... C'est le problème car l'avenir appartient aux jeunes ! Dans le milieu associatif dans la région de Longwy, il y a un problème de renouvellement dans différents domaines, que ce soit culturel, sportif ... Je crains qu'il n'y ait plus grand chose dans les années à venir ! A l'époque, il y avait une question structurelle : par exemple, les entreprises étaient de taille énorme, il y avait plus de 50 nationalités différentes représentées. Le travail était leur point commun. Aujourd'hui, les gens s'éparpillent et on revient à un système individualiste. Les choses ne pourront évoluer positivement que si la société se mobilise à la base et pour cela, il faut des mouvements collectifs.

Par exemple, il y a eu à l'époque, une mobilisation pour l'hôpital de Mont-St-Martin qui risquait d'être fermé. C'est un groupe privé qui a repris alors que l'Etat aurait dû reprendre la gestion publique alors qu'il avait été géré par une association jusqu'à cette époque. Là il y a eu une forte mobilisation.

Il y a l'échelon européen qui est ultra libéral. Une de mes utopies serait de parvenir à une Europe fédérale et de supprimer les Etats. Si on veut dépasser ces clivages, ces égoïsmes nationaux, cette géopolitique internationale débile, il faut arriver à la suppression des Etats. Une Europe fédérale basée sur les régions, sur le droit du sol.

IL Y A AUJOURD'HUI DE NOMBREUX ENJEUX POLITIQUES, QU'EST-CE QUI TE SEMBLE CONSTRUCTIF ? DANGEREUX ?

Constructif : un secteur économique qui n'est pas marginal, c'est l'économie sociale et solidaire. En France, cela représente environ 10 % du PIB. On devrait inciter et aider au développement d'une économie sociale et solidaire où la recherche du profit passerait après l'intérêt général et l'utilité sociale.

Dangereux : les impérialismes nationaux. Il n'y a pas que les EU ! Il y a la Chine, la Russie ... Il faudrait reconnaître mais surtout réparer les dégâts coloniaux ! La France n'est pas la seule concernée ... Je pense qu'il ne faut pas seulement reconnaître qu'on a eu une politique coloniale impérialiste mais essayer de réparer comme on peut les dégâts que nos pays occidentaux ont générés. Dans l'inconscient collectif, dans les pays du sud, il y a cette rancune vis-à-vis de nos pays, d'avoir été exploités, réprimés ...

UNE NOTE POSITIVE POUR CET ANNIVERSAIRE DU PERSPECTIVES !

Que ça continue ! Que le Ciep ait toujours ses moyens ou davantage pour développer ses activités. Et peut-être une dimension transfrontalière avec des Français et des Grand-Ducaux avec l'apport de fonds européens !

« DANIEL REMET LE PRIX... »

• D'UNE RENCONTRE MARQUANTE À ...

René Dumont (premier écologiste à se présenter à une élection présidentielle, en 1974).

J'ai eu la chance de le côtoyer à Paris. Au départ, c'était un productiviste agricole traditionnel, il a pris conscience que c'était une fausse route. Il a eu le courage de se présenter à l'élection présidentielle en 74 ; il a lancé cette sensibilité écolo. Il m'a appris plein de choses, dont la nécessité d'avoir une conscience écologiste.

• D'UN LIVRE MARQUANT À ...

« Que faire ? Stratégies d'hier et d'aujourd'hui pour une vraie démocratie » de Ludivine Bantigny (2023).

« Ce livre est non seulement porteur d'espoirs mais aussi de projets concrets, basés sur la solidarité, la coopération et la démocratie vraie. Ludivine Bantigny puise aux expériences du passé et du présent, s'appuie sur une longue histoire des luttes et des réalisations libératrices. Cet ouvrage dessine des perspectives émancipatrices tangibles et renoue ainsi avec des propositions stratégiques pour un avenir enviable et un monde désirable ».



COURSE AU RÉARMEMENT

LA POSITION DU MOC

Préoccupés de la place grandissante que prend l'état sécuritaire au détriment d'un état social et d'un état de droit, les membres du Conseil politique du MOC se sont réunis pour élaborer et affirmer clairement la position du mouvement sur ce tournant sécuritaire. Les lignes qui suivent constituent une partie du texte de motion sur le réarmement en Belgique, adopté lors du dernier Conseil Politique du MOC le 13 décembre 2025.

CONTEXTE INTERNATIONAL ET HISTOIRE

Le génocide à Gaza, la guerre en Ukraine, les crimes de guerre au Congo, au Soudan et tous les nombreux autres conflits armés mettent les relations internationales sous très forte pression. Dans ce contexte géopolitique, où les menaces dites « hybrides » et l'usage des drones s'intensifient, le gouvernement Arizona, conjointement à sa politique de destruction sociale et ses attaques contre tous les contre-pouvoirs, ne mise que sur l'augmentation des dépenses militaires du pays, de manière encore bien plus marquée que ce qui apparaît dans l'accord gouvernemental. Or, l'histoire démontre que cette politique ne mène pas à la paix, ni ne permet de garantir à long terme la sécurité des pays concernés.

« Réduire la sécurité à une question d'armement et de confrontation militaire présente d'énormes dangers »

Les problèmes de sécurité internationale sont liés au système capitaliste prédateur de ressources, aux bouleversements sociaux et environnementaux, et sont les conséquences d'un manque de diplomatie et de mécanismes multilatéraux de sécurité collective. Dans ce cadre, comme le rappelle la plateforme *Stop Militarisation*¹ dont fait partie le MOC, réduire la sécurité à une question d'armement et de confrontation militaire présente d'énormes dangers. La militarisation sans cesse croissante au niveau international rend inopérant le multilatéralisme alors que l'augmentation sans limite apparente des dépenses militaires se fait au détriment de la protection sociale et environnementale, protection qui permet un futur plus désirable et accroît la sécurité des populations.

De plus, nous vivons clairement dans une période où la majeure partie des classes dominantes européennes ne veulent plus du

modèle social européen. La pression amenée par la soi-disant nécessité d'augmenter les budgets militaires se fera donc encore inévitablement sur le dos des politiques sociales et culturelles et de la solidarité internationale.

Voilà les raisons fondamentales de la relance de la course aux armements.

UN BUDGET MILITAIRE SANS LIMITES ET UN TOURNANT SÉCURITAIRE

Dès 2016 déjà², le gouvernement de Charles Michel s'accordait sur une « loi de programmation militaire » qui engageait la Belgique dans l'achat de matériels militaires pour une valeur de 9,2 milliards d'euros, dont les 34 avions de combat F35 contre lesquels notre mouvement s'était déjà mobilisé. Le gouvernement Vivaldi avait quant à lui conclu un accord de réinvestissement structurel (le « Plan STAR ») qui augmentait encore le budget annuel et annonçait

une nouvelle salve d'achats de matériels militaires à l'horizon 2030 : un plan de plus de 10 milliards d'euros,

qui venait donc s'ajouter aux 9,2 milliards engagés par le gouvernement Michel.

Aujourd'hui, d'une part, des coupes budgétaires drastiques sont menées par les différents gouvernements concernant le respect des droits fondamentaux, la sécurité sociale, l'accueil des migrants et les services publics, sous prétexte d'austérité forcée par un contexte économique difficile. Le monde du travail est plus que jamais plié aux exigences d'entreprises grassement subsidiées, les droits démocratiques et la concertation sociale s'érodent peu à peu. D'autre part, des sommes colossales sont encore investies dans la Défense : près de 1,3% du PIB en 2024, soit 8 milliards d'euros³. Le gouvernement Arizona a prévu de faire passer le budget de la défense à 2% du PIB dès cette année 2025, ce qui représente 4 milliards d'euros en plus par an, soit 20 milliards en plus d'ici 2029. Plutôt qu'une réduction généralisée des dépenses publiques, nous assistons en fait à un



¹ <https://stopmilitarisation.be/>

² Le budget de la Défense belge avait baissé de manière importante entre 1995 et 2011. Voir notamment <https://www.lalibre.be/belgique/2013/02/11/larmee-belge-au-regime-sec-F063PX75EJH3XP2XQ33U3PDBVA/>

³ <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2025/03/11/comment-la-defense-compte-absorber-un-budget-supplementaire-de-17-milliards-deuros-GRJO4L3AFVFETK4DAS3PAFZVPE/>

⁴ <https://www.lesoir.be/653203/article/2025-02-04/comment-larizona-veut-degager-23-milliards-dici-2029-infographie>

⁵ <https://www.rtf.be/article/34-milliards-d-euros-11-nouveaux-f-35-10-000-militaires-a-engager-la-belgique-valide-sa-nouvelle-strategie-militaire-11577620>

transfert économique massif de la sécurité sociale vers le développement militaro-industriel de l'Etat et l'industrie privée. En bref, l'Etat social s'efface peu à peu au profit d'un Etat sécuritaire. Sur les 23 milliards d'économies initialement prévues par le gouvernement fédéral jusqu'en 2029, 18 milliards devaient être prélevés sur la sécurité sociale et les services publics tandis que la coopération internationale subira une coupe sèche de 25 % de son budget.

Il faut désormais ajouter que la Belgique s'est pliée aux exigences de l'OTAN pour atteindre un niveau fixé à 5% du PIB annuel pour la défense (dont 3,5% de nouvelles dépenses) d'ici à 2035. Le nouveau plan de stratégie militaire, validé à l'été 2025, prévoit ainsi près de 34 milliards d'euros d'investissements supplémentaires dans la défense d'ici à 2035. Ce montant comprend l'engagement de près de 10.000 nouveaux militaires et l'achat de 11 F-35, qui viendront de fait s'ajouter aux 34 commandés en 2018⁵. La Belgique se montre donc bien conciliante pour répondre aux demandes essentiellement imposées par l'administration Trump aux autres membres de l'OTAN.

POSITIONNEMENT DU MOC

Le MOC et ses organisations constitutives observent avec inquiétude les politiques annoncées visant à augmenter une nouvelle fois le budget de l'armée belge. Vu les mesures antisociales déjà prises ainsi que le contexte d'enchevêtrement des crises que nous connaissons désormais structurellement, la tendance actuelle au renforcement de la dimension militaire dans toutes les strates de la société est particulièrement alarmante.

Fidèle à son histoire et à son engagement au sein de la CNAPD⁶ pour la paix et la démocratie, le MOC demande un changement radical d'orientation par rapport aux politiques menées et dénonce plus spécifiquement :

- Le recours toujours plus fréquent aux militaires dans les rues
- La promotion du service militaire volontaire pour les jeunes
- Le renfort de la formation Sécurité et Défense auprès des élèves dans l'enseignement⁷

⁶ Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie, www.cnapd.be

⁷ Prévus dans l'accord gouvernemental fédéral (p. 186).

⁸ Voir notamment la situation en Flandre avec la réduction des subsides de Vrede : <https://vrede.be/nl/nieuws/vrede-vzw-verontwaardigd-over-ideologisch-gemotiveerde-subsidiebeslissing>

⁹ Voir l'accord gouvernemental fédéral, page 184 : « Nous devons accroître notre résilience en tant que pays et en tant que société, notamment grâce à une approche pansociétale (whole of society), dans le cadre de laquelle nous renforçons la résilience sociétale en sensibilisant l'ensemble de la société à une nouvelle culture de la sécurité. »

⁸ Voir notamment la situation en Flandre avec la réduction des subsides de Vrede : <https://vrede.be/nl/nieuws/vrede-vzw-verontwaardigd-over-ideologisch-gemotiveerde-subsidiebeslissing>

⁹ Voir l'accord gouvernemental fédéral, page 184 : « Nous devons accroître notre résilience en tant que pays et en tant que société, notamment grâce à une approche pansociétale (whole of society), dans le cadre de laquelle nous renforçons la résilience sociétale en sensibilisant l'ensemble de la société à une nouvelle culture de la sécurité. »

¹⁰ Voir notamment la question des visites domiciliaires, le projet de loi Quintin ou encore le soutien aux politiques anti-migratoires de Frontex. Voir aussi www.Droitdeprotester.be

- Les attaques gouvernementales envers les organisations pacifistes⁸
- L'assouplissement des règles concernant les exportations d'armes au niveau wallon
- La hausse du budget militaire et plus spécifiquement le respect des exigences de l'OTAN pour atteindre un niveau fixé à 5% du PIB annuel pour la défense

« sensibiliser l'ensemble de la société à une nouvelle culture de la sécurité »

Pour convaincre la population d'accepter l'augmentation des dépenses militaires, le gouvernement fédéral entend en effet développer une approche globale pour sensibiliser « l'ensemble de la société à une nouvelle culture de la sécurité »⁹. Ainsi, afin de trouver 500 candidat·es pour un service civil volontaire, une lettre a été envoyée à 150.000 jeunes de manière totalement disproportionnée. Il s'agit en fait d'un objectif politique, celui de préparer les esprits à une militarisation de la société, dont la suite logique serait la remise en place d'un service militaire obligatoire.

Nous constatons que le gouvernement présente ce tournant comme inévitable et s'affranchit des débats sur le sujet, alors qu'il s'agit ici d'un changement de culture majeur et que d'autres voies sont possibles.

« renforcer l'appareil répressif de l'Etat, en développant des mécanismes identifiés comme attentatoires aux libertés fondamentales ou en affaiblissant les contrepouvoirs ... »

Cela s'inscrit dans un contexte plus large où de nombreuses mesures gouvernementales témoignent d'une volonté de renforcer l'appareil répressif de l'Etat, en développant ou en introduisant des mécanismes qui ont été identifiés comme attentatoires aux libertés fondamentales¹⁰ ou en affaiblissant les contrepouvoirs, alors que le budget de la coopération internationale, pourtant essentielle pour assurer structurellement une solidarité internationale et lutter contre les inégalités, est lui drastiquement réduit.

TOUT PART EN FUMÉE



Par ailleurs, cette vision politique comporte des risques non négligeables en termes de renforcement des idées conservatrices, masculinistes et racistes dans la société et d'impacts, notamment sur la santé mentale. En effet, les logiques patriarcale, coloniale, impérialiste et militariste ont certains traits communs comme l'autoritarisme, le sens de la hiérarchie, la violence, le mépris pour la vie des autres et plus particulièrement celle des personnes en situation de vulnérabilité. L'accroissement des inégalités sociales et le manque protection sociale jouent également un rôle évident dans la diffusion de plus en plus importante des idées d'extrême droite, qui elles-mêmes alimentent un sentiment d'insécurité et la promotion du militarisme. Celui-ci, en s'installant au sein de la population, relègue au second plan le débat sur l'urgence écologique et la nécessité d'y répondre, alors que parallèlement les impacts environnementaux d'un renforcement de la production et de l'utilisation d'armes sont bien documentés¹¹.

Or, cette vision militarisée de la société n'est pas la nôtre. Pour nous, contrairement à la vision gouvernementale, une architecture de sécurité, qui accorde une place essentielle à la diplomatie conditionnée au respect du droit international, à la coopération internationale et au désarmement, devrait donc être au coeur d'une politique gouvernementale ayant pour objectif la paix juste, durable et la sécurité¹². Le MOC rappelle également les nombreuses critiques émises envers l'OTAN, critiques qui sont vues aujourd'hui comme dangereuses par le ministre de la Défense.¹³

Le MOC et ses organisations s'engagent donc à lutter contre cette vision militarisée de la société à travers un travail de mobilisation et de formation. Dans ce cadre, nous réaffirons l'importance vitale de l'éducation populaire afin de contrer le discours aujourd'hui dominant sur le réarmement et nous rappelons notre opposition historique au maintien d'armes nucléaires en Belgique, depuis plus de 60 ans¹⁴. Nous soutiendrons les initiatives prônant l'organisation d'un débat transparent à la Chambre sur la question de la présence d'armes nucléaires américaines sur la base de Kleine Brogel, laquelle prend une nouvelle dimension aujourd'hui avec l'arrivée confirmée de nouvelles bombes plus facilement déployables¹⁵, et demandons également l'adhésion de la Belgique au Traité d'interdiction des armes nucléaires des Nations Unies.



Nous devons également, comme mouvement social, prendre des contacts dans ce sens au niveau européen avec d'autres mouvements pacifistes. En effet, plus largement, cette lutte contre la militarisation de la société ne pourra se mener sans alliance au niveau international. Nous plaçons pour la défense du droit international et de la justice, contre tous les impérialismes qui menacent la démocratie et les droits humains.

Enfin, le MOC réunira prochainement sa commission jeunesse afin de participer activement à l'initiative « Service for Peace¹⁶ » qui vise notamment à agir contre le service militaire volontaire des jeunes et à lutter pour une société fondée sur la paix.

5% pour le climat pas pour sa destruction

ENVIE D'EN SAVOIR PLUS ?

Note complète disponible sur demande à
Jean-Nicolas Burnotte, secrétaire fédéral MOC Luxembourg.
✉ jn.burnotte@mocluxembourg.be
☎ 063/21.87.26

© Toutes les illustrations présentes dans ce dossier sont des productions de la plateforme Stop Militarisation Belgique dont fait partie le MOC.

Merci à elles et eux pour le partage.



¹¹ <https://www.justicepaix.be/l'impact-des-conflits-armes-sur-lenvironnement-justice-climatique-et-actions-eco-solidaires/>

¹² Comme en témoignent les résolutions de la Conférence internationale du Travail (2022) et de l'Assemblée générale des Nations Unies (2023 et 2024), l'économie sociale et solidaire peut aussi jouer un rôle dans ce cadre.

¹³ « Toute critique irréflectée et infondée de l'OTAN ne sert que les intérêts des adversaires de l'Europe », vision stratégique de la Défense 2025.

¹⁴ <https://nonukes.be/fr/accueil/>

¹⁵ <https://www.rtbef.be/article/armes-nucleaires-sur-le-sol-belge-200-villes-et-communes-vont-hisser-le-drapeau-de-la-paix-onu-pendant-huit-jours-11603654>